



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la quarante-cinquième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 30 octobre 1968,
à 15 h 20

NEW YORK

S O M M A I R E

	Pages
<i>Point 3 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport du Conseil du commerce et du développement</i>	1
<i>Point 1 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Activités des organismes des Nations Unies en cas de catastrophe naturelle (suite)</i>	5

Président: M. Manuel PÉREZ GUERRERO
(Venezuela).

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil du commerce et du développement
(E/4591)

1. Le **PRESIDENT** invite le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à présenter le rapport du Conseil du commerce et du développement^{1/} qui a été communiqué aux membres du Conseil par note du Secrétaire général et qui est soumis au Conseil conformément au paragraphe 22 de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale.

2. M. **PREBISCH** (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) dit qu'à sa septième session le Conseil du commerce et du développement a examiné en détail le mécanisme institutionnel et les méthodes de travail de la CNUCED, compte tenu de l'expérience acquise à la deuxième session de la Conférence. L'observation la plus notable du Conseil du commerce et du développement est qu'il importe, à des conférences de ce genre, de se concentrer sur un petit nombre de questions et qu'il faut laisser au mécanisme permanent de la CNUCED le soin d'étudier les nombreux problèmes complexes qu'il est impossible de traiter aux conférences.

3. Il y a eu unanimité de vues sur la nécessité d'éviter la prolifération des organes. Il a également été décidé qu'il conviendrait d'éviter de prolonger indûment les sessions et que le Conseil du commerce et du développement devrait à l'avenir ne se réunir qu'une fois par an, à moins qu'une session extraordinaire ne s'impose. M. Prebisch se félicite de ce que le Conseil du commerce et du développement ait reconnu que la CNUCED doit participer au PNUD, étant donné qu'un volume croissant de l'assistance technique sera administré par son intermédiaire. Il faut par exemple disposer de moyens qui permettent aux pays en voie de développement de se prévaloir des services de promotion des exportations au

Centre CNUCED/GATT du commerce international, ainsi que des conseils techniques concernant les transports maritimes et les ports.

4. Il est souhaitable que la CNUCED s'acquitte de ses fonctions toujours plus nombreuses en se servant du mécanisme existant plutôt qu'en créant de nouveaux organes administratifs, et le secrétaire général espère que l'Assemblée générale fera siennes les suggestions du Conseil du commerce et du développement concernant l'amélioration du mécanisme institutionnel.

5. Le Conseil du commerce et du développement a examiné la question de savoir si la CNUCED doit prendre part à des négociations en vue de résoudre des problèmes spécifiques. C'est ce qu'elle a fait dans le cas de l'Accord international sur le sucre qui a été conclu récemment, encore qu'elle n'ait pas la responsabilité d'assurer l'exécution dudit accord. Dans tous les cas de ce genre, les fonctions d'exécution seront assumées par les conseils respectifs. Les problèmes complexes posés par un seul sujet, à savoir la négociation de l'Accord sur le sucre, ont fait ressortir encore plus clairement l'impossibilité de traiter d'un grand nombre de questions à une conférence et l'importance d'utiliser à cette fin le mécanisme permanent. Agissant en liaison étroite avec le Conseil du sucre et la FAO, le secrétariat de la CNUCED a fait des suggestions tendant notamment à limiter la production excédentaire, ouvrir de nouveaux marchés et établir des prix plafond et des prix plancher; ses propositions réalistes de compromis, qui ont été acceptées parce que les parties intéressées avaient fait preuve de la volonté politique nécessaire, ont contribué au succès des négociations.

6. La deuxième session de la Conférence a été marquée par quelques réalisations spécifiques mais limitées, encore que les résultats obtenus dans l'ensemble n'aient pas été concluants. Bien que la CNUCED soit chargée de fonctions importantes, elle n'est pas censée jouer le rôle central dans la stratégie générale du commerce et du développement. C'est au Conseil économique et social qu'appartient la responsabilité de coordination et d'intégration. La CNUCED s'occupe essentiellement de la politique commerciale internationale et du financement, y compris le financement supplémentaire, et elle a constamment cherché à faire reconnaître ce rôle. M. Prebisch a noté avec quelque inquiétude l'importance excessive qu'attache le Comité de la planification du développement à des analyses économétriques. La stratégie du développement ne peut reposer uniquement sur l'évaluation quantitative d'objectifs souhaitables; il faut aussi envisager une série de mesures spécifiques de nature à combler progressivement l'écart en matière de commerce et d'épargne et à réduire les effets des fluctuations

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 14.

des prix sur l'économie des pays en voie de développement. Ces activités sont du ressort de la CNUCED. D'autres organes existent pour traiter de l'industrialisation, de l'agriculture, de la politique générale de développement et des affaires sociales, et la CNUCED n'a nul désir d'empiéter sur leurs domaines de compétence.

7. Pour ce qui est du rôle à jouer par la CNUCED dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, M. Prebisch a suggéré que puisque le Conseil économique et social a décidé de confier les travaux préparatoires à son Comité économique, la CNUCED pourrait avoir avec ce comité des relations mutuelles de travail, ce qui permettrait d'éviter la nécessité de créer un nouvel organe.

8. La position du secrétaire général sur la nécessité d'éviter que la CNUCED n'empiète sur les domaines d'activités d'autres organes, et vice versa, n'est pas nouvelle, non plus que sa position concernant la nécessité d'intégrer comme il se doit les activités de la CNUCED à celles de l'ensemble des organismes des Nations Unies. M. Prebisch cite à ce propos la réponse qu'il a faite en juin 1967 à une communication émanant du Siège de l'Organisation des Nations Unies où l'on parlait de la CNUCED comme d'un organe autonome. Il a souligné alors que la CNUCED n'est pas un organe autonome et que lui-même, son secrétaire général, est un fonctionnaire des Nations Unies, relevant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La CNUCED doit être intégrée au niveau intergouvernemental pour assurer l'approche unifiée qui est souhaitable.

9. M. VIAUD (France) dit que la septième session du Conseil du commerce et du développement a été particulièrement importante en raison des problèmes qui lui ont été renvoyés à l'issue de la deuxième Conférence. Bien que l'atmosphère ait été généralement cordiale, on a dû déplorer certains échanges acrimonieux au sujet du transfert des techniques au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. M. Viaud espère que l'Assemblée générale trouvera le moyen de résoudre de façon satisfaisante les problèmes sur lesquels on n'a pu arriver, faute de temps, à un compromis.

10. Le rôle spécial que la CNUCED doit jouer dans la deuxième Décennie consiste à formuler des objectifs et à rechercher les moyens de les atteindre. Il faudra cependant tenir pleinement compte du rôle d'autres organes dans l'élaboration de la stratégie globale du développement. M. Viaud espère que des institutions telles que l'OIT, la FAO, l'UNESCO et l'OMS proposeront des suggestions spécifiques et pratiques. La Deuxième Commission étudiera les moyens d'assurer l'intégration souhaitée des activités de la CNUCED au programme d'ensemble pour la deuxième Décennie.

11. Les conclusions auxquelles le Conseil du commerce et du développement est arrivé en ce qui concerne l'amélioration du mécanisme institutionnel renforceront la position du Secrétaire général et lui donneront plus de souplesse pour organiser les consultations entre représentants des gouvernements et les négociations sur les produits dont fait mention

la résolution 16 (II) de la Conférence^{2/}. Il faut continuer à rechercher les possibilités de négociation et à les exploiter dans toute la mesure possible pour faciliter un accord international sur la stabilisation des marchés.

12. La délégation française approuve la décision de ne tenir qu'une session du Conseil du commerce et du développement par an et aussi celle qui concerne la participation de la CNUCED au PNUD, ce qui permettra de mieux répondre aux demandes des pays en voie de développement dans le domaine du commerce. Les conclusions du Conseil du commerce et du développement doivent permettre de renforcer l'efficacité de la CNUCED. A sa huitième session, le Conseil du commerce et du développement aura la responsabilité délicate d'examiner quant au fond des questions telles que les préférences. M. Viaud espère qu'il persévéra dans ses efforts et qu'il utilisera comme il convient le nouveau mécanisme.

13. M. ROUAMBA (Haute-Volta) dit que sa délégation a noté avec satisfaction les explications que le secrétaire général de la CNUCED a données et qui ont dissipé certains doutes au sujet du rôle de la CNUCED et de l'intégration de ses activités à celles de l'ensemble des organismes des Nations Unies.

14. Il relève que le rapport mentionne à plusieurs reprises la nécessité d'une volonté politique pour franchir les obstacles au développement. Les pays en voie de développement devront évaluer, lorsqu'ils établiront leurs priorités, quelles sont les chances que cette volonté politique se manifeste en faveur de leurs propositions.

15. Il faudra avoir une certaine expérience pratique du fonctionnement global avant de pouvoir définir les rôles respectifs dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La coordination est le facteur clef de la planification globale du développement.

16. La septième session du Conseil du commerce et du développement a été particulièrement importante par son étude de ce qu'on a appelé l'amélioration du mécanisme institutionnel, bien qu'il s'agisse en fait de la création de nouveaux rouages.

17. Le Conseil économique et social ne pourra pas, vu le temps dont il dispose, discuter de tous ces problèmes, et quelques délégations, y compris la délégation de la Haute-Volta, souhaitent réserver leurs observations pour la Deuxième Commission de l'Assemblée générale.

18. M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela) propose que la déclaration de M. Prebisch soit distribuée en tant que document du Conseil économique et social.

19. L'Accord international sur le sucre, conclu récemment à Genève, démontre l'efficacité de la CNUCED pour résoudre des problèmes difficiles. Il faut féliciter le Conseil du commerce et du développement de la rapidité avec laquelle il a procédé à l'examen du mécanisme institutionnel de la CNUCED, ainsi que de sa décision unanime de le réviser et

^{2/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session, vol. I et Corr.1 et Add.1: Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.II.D.14), p. 37.

de le modifier suivant les besoins. Il a aussi décidé unanimement que la CNUCED devait participer au PNUD, et l'Assemblée générale entérinera sans aucun doute cette décision. La délégation vénézuélienne pense avec M. Prebisch que la CNUCED pourrait contribuer à élaborer la stratégie globale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Elle pense que certaines délégations accordent à l'économétrie une importance exagérée, mais elle reconnaît qu'il s'agit là d'un instrument de mesure utile. Comme M. Prebisch l'a déclaré, s'il n'y a pas de stratégie globale du développement, la deuxième Décennie est vouée à l'échec. La CNUCED doit décider à quels domaines particuliers elle va appliquer ses efforts.

20. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) félicite M. Prebisch du réalisme et du jugement dont il fait preuve dans son introduction au rapport du Conseil du commerce et du développement. M. Prebisch a mentionné un certain nombre de problèmes institutionnels, notamment l'ampleur de l'ordre du jour, la durée des sessions, la prolifération d'organes subsidiaires, problèmes auxquels il a manifestement longuement réfléchi. La délégation des Etats-Unis espère que l'Assemblée générale fera sienne la résolution 44 (VII) du Conseil du commerce et du développement^{3/} afin de donner à la CNUCED le statut d'organisation participante au PNUD. La CNUCED a visiblement un rôle très important à jouer dans la planification de la deuxième Décennie du développement. M. Prebisch a précisé que ce ne serait pas le rôle central de coordination. Cependant, la CNUCED doit rester au centre de l'effort de développement.

21. M. BRADLEY (Argentine) déclare que, grâce à M. Prebisch, le rapport du Conseil du commerce et du développement est un document vivant. Le récent Accord international sur le sucre est une très bonne nouvelle, et M. Bradley espère que d'autres efforts de ce genre destinés à aider les pays en voie de développement connaîtront le même succès.

22. L'objectif de la CNUCED est d'identifier les problèmes et de fournir des directives. Selon la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, la CNUCED est un organisme de négociation et ne doit pas se contenter de rabâcher des problèmes non résolus. On a fait preuve au cours de la septième session du Conseil du commerce et du développement de plus d'esprit de conciliation, ainsi que le montre son évaluation de ses problèmes.

23. M. Bradley approuve la décision de ne tenir qu'une session du Conseil du commerce et du développement par an et de réduire le nombre des problèmes étudiés aux conférences du commerce et du développement: il ne sert à rien d'inscrire à l'ordre du jour trop de questions n'ayant aucun rapport entre elles. Si les délégations s'appliquent suffisamment à s'accorder sur un point particulier, on peut espérer que le succès de la Conférence des Nations Unies sur le sucre se renouvellera.

24. M. Prebisch a éclairci bien des questions sur la coordination entre les diverses organisations

dans les préparatifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Seule la CNUCED peut analyser les problèmes que pose la décennie et examiner quelles sont les mesures à prendre. La déclaration de M. Prebisch sur le rôle que la CNUCED peut jouer dans le cadre du système des Nations Unies est donc extrêmement utile.

25. M. GALLARDO MORENO (Mexique) remercie M. Prebisch de sa présentation très intéressante du rapport du Conseil du commerce et du développement, et il pense comme lui qu'il n'y a aucune raison pour qu'il y ait conflit de compétences entre les différents organismes. Les explications de M. Prebisch permettront de trouver beaucoup plus facilement des solutions à ces problèmes.

26. M. BILLNER (Suède) exprime son appréciation devant les résultats de la septième session du Conseil du commerce et du développement. Bien que ce conseil ait dû s'occuper de beaucoup de problèmes complexes, il s'est mis d'accord sur des améliorations importantes de l'organisation des activités futures de la CNUCED. M. Billner espère que les nouvelles méthodes seront rapidement mises en œuvre et également que le récent Accord international sur le sucre entrera en vigueur dans un avenir proche. Il félicite M. Prebisch pour le succès de la Conférence des Nations Unies sur le sucre.

27. M. VARELA (Panama) félicite M. Prebisch pour l'éloquence et la clarté de sa déclaration. En sa qualité de représentant du Panama aux sessions de la Commission économique pour l'Amérique latine tenues au Panama et en Colombie, M. Varela a eu plusieurs fois l'occasion d'apprécier la dialectique de M. Prebisch. Il se félicite que M. Prebisch ait précisé les attributions de la CNUCED au sein des organismes des Nations Unies et il est heureux de voir que le secrétaire général de la CNUCED connaît l'étendue exacte de la compétence administrative de la CNUCED. Cela n'est pas toujours le cas dans les organismes des Nations Unies, et certains directeurs tendent à trouver des raisons d'étendre leurs pouvoirs.

28. M. Prebisch a également précisé les relations de la CNUCED avec les autres organismes qui participent à la planification de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que le rôle de la CNUCED dans l'élaboration de la stratégie globale du développement, en dissipant les doutes qui subsistaient sur la résolution 47 (VII) du Conseil du commerce et du développement^{4/}. La déclaration faite par M. Prebisch au sujet du projet de résolution sur l'assistance technique dans le domaine commercial et dans les domaines connexes^{5/} est particulièrement opportune, et il faudrait intégrer les efforts de la CNUCED à ceux du PNUD pour réaliser les objectifs communs, ce qui supprimerait les doubles emplois et le gaspillage.

29. Le récent Accord international sur le sucre est un succès pour la CNUCED, mais il faut reconnaître que la volonté politique de parvenir à un accord existait déjà, comme dans le cas des accords sur

^{3/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 14, p. 88.

^{4/} Ibid., p. 91.

^{5/} Ibid., p. 89.

le bié et le café. Il sera beaucoup plus difficile de conclure un accord sur le cacao, qui dépend de la volonté politique des pays consommateurs et transformateurs. Si l'on parvient à un accord sur le cacao, ce sera grâce à des négociations et à des efforts de persuasion dignes des plus grands éloges. La Conférence des Nations Unies sur le cacao a été extrêmement décevante et l'on ne trouvera pas de solution tant que les relations commerciales seront régies par les principes inflexibles de l'économie orthodoxe.

30. M. DUBEY (Inde) remercie M. Prebisch de sa déclaration très claire sur le rôle de la CNUCED dans la préparation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement mais pense qu'il a sous-estimé ce rôle: la CNUCED a incontestablement un rôle particulier, sinon central, à jouer dans la préparation de cette décennie. La vieille question de savoir si la CNUCED doit s'occuper du commerce et du développement ou du commerce seul a été réglée depuis longtemps, et il est généralement admis que cet organisme s'occupe du problème du développement en général. En conséquence, la CNUCED a un rôle de premier plan à jouer dans la deuxième Décennie. Il est vraisemblable, en tout cas, que tous les objectifs qui seront fixés pour la Décennie ne pourront être atteints que si certaines variables dont s'occupe la CNUCED, telles que le déficit extérieur, l'expansion des exportations, l'impulsion donnée à la croissance et le transfert des ressources, sont favorables.

31. M. Prebisch a dissipé les appréhensions de nombreux représentants concernant le rôle de la CNUCED dans le mécanisme institutionnel qui servira à la préparation de la Décennie. Il a déclaré à cet égard que, de même que la CNUCED n'a nullement l'intention de s'ingérer dans des questions qui sont du ressort d'autres organismes, elle compte également qu'aucune institution qui pourrait éventuellement être créée, ne sera chargée d'examiner quant au fond les problèmes relevant de la compétence de la CNUCED. La délégation indienne, dont le point de vue à ce sujet est partagé par la plupart des délégations, considère que, si l'on met au point un nouveau dispositif, il ne devra pas empiéter quant au fond sur les travaux de la CNUCED.

32. Le fait que, quatre ans après sa création, la CNUCED entreprenne d'examiner son mécanisme institutionnel montre bien le dynamisme de cette organisation. A sa septième session, le Conseil du commerce et du développement a pris des décisions qui auront pour effet de rationaliser le travail de la CNUCED. Cependant, il faut admettre, que les résultats ne paraissent pas entièrement satisfaisants aux pays qui ont demandé cet examen. A la septième session du Conseil, l'initiative du secrétaire général dans le domaine des produits de base a été confirmée. Le récent Accord international sur le sucre témoigne de l'importance de cette initiative. Mais il est d'autres cas très importants dans lesquels le secrétaire général devrait également pouvoir prendre des mesures, par exemple, dans le cas où un pays prend des mesures régressives en matière de financement extérieur ou adopte des lois protectionnistes au détriment des exportations des pays en voie de

développement. Tous les pays reconnaissent l'importance de l'exercice d'une volonté politique dans le processus d'élaboration des décisions. Malheureusement, l'accord ne s'est pas fait lors de la septième session du Conseil pour faciliter l'exercice de cette volonté politique. La délégation indienne espère que l'Assemblée générale sera en mesure de prendre une décision permettant d'incorporer dans le mécanisme institutionnel de la CNUCED un dispositif approprié en vue de faciliter l'exercice de cette volonté politique.

33. M. LOPEZ URZUA (Guatemala) félicite M. Prebisch de sa déclaration, qui a dissipé les doutes et éclairci la situation. Sa délégation partage l'opinion de M. Prebisch sur la structure de la CNUCED. La volonté politique est une condition indispensable d'accords satisfaisants sur le commerce et le développement et son importance a été soulignée à juste titre. M. Lopez appuie la proposition du représentant du Venezuela tendant à ce que la déclaration de M. Prebisch soit distribuée en tant que document du Conseil.

34. M. VERCELES (Philippines) rappelle que sa délégation a présidé le Groupe des Soixante-Dix-Sept et le Groupe des 31 pays en voie de développement représentés au Conseil du Commerce et du développement. Elle a donc été partie aux résolutions du Conseil du commerce et du développement concernant la participation de la CNUCED aux travaux préparatoires de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, la législation internationale en matière de transports maritimes et le transfert des techniques. Les décisions qui ont été prises au sujet de la structure de la CNUCED sont très importantes et représentent des progrès réels vers l'accomplissement des objectifs du développement. L'examen de cette question sera poursuivi par la Deuxième Commission, à qui la déclaration de M. Prebisch sera très utile.

35. M. ZAKHAROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) remercie M. Prebisch de sa déclaration très judicieuse sur le rôle de la CNUCED dans les travaux de préparation de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Les pays en voie de développement se heurtent à des problèmes gigantesques, et si l'on veut que l'action de l'Organisation des Nations Unies soit mise au point d'ici à 1970, tous les organismes et le Secrétariat devront travailler ensemble assidûment à l'établissement des plans nécessaires. Il est hors de doute que la CNUCED devra jouer un rôle de premier plan.

36. Le PRESIDENT dit que l'observateur du Brésil a demandé à faire une déclaration devant le Conseil en vertu de l'article 75 du règlement intérieur. S'il n'y a pas d'objection, il fera droit à cette demande.

Il en est ainsi décidé.

37. M. PATRIOTA (Brésil) déclare que la structure de la CNUCED et le lancement de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement intéressent vivement sa délégation.

38. Il devrait être possible de traiter les nombreux problèmes qui n'ont pas été résolus au cours de la

première Décennie. Le Brésil s'intéresse particulièrement à un certain nombre de questions examinées par la CNUCED: les produits primaires, les articles manufacturés, les transports maritimes, les invisibles, etc. L'Accord international sur le sucre est un succès et M. Patriota espère qu'il sera suivi par d'autres projets de stabilisation des marchés qui sont d'une importance capitale pour les pays en voie de développement. Il est surprenant que les membres du Conseil semblent d'accord pour approuver la suggestion d'intégrer la CNUCED dans le Secrétariat, car, bien que la CNUCED ait besoin de l'appui du Secrétariat et ne puisse pas exister seule, c'est précisément parce que le Conseil économique et social n'a pas pu résoudre de manière satisfaisante certains problèmes que la CNUCED a été créée à l'origine en tant qu'organisation autonome. La délégation brésilienne estime comme la délégation indienne que le rôle de la CNUCED dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement est d'une importance primordiale pour les pays en voie de développement et se demande si les paroles de M. Prebisch n'ont pas été mal interprétées.

39. M. POSNETT (Royaume-Uni) déclare que M. Prebisch a admirablement analysé le rôle de la CNUCED dans la planification de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et ne considère pas que ses propos aient besoin d'être interprétés. Il est parfaitement exact que les techniques de préparation des grandes conférences internationales ont besoin d'être améliorées et le Conseil du commerce et du développement a eu parfaitement raison d'examiner la structure et les méthodes de travail de la CNUCED comme l'en avaient prié un certain nombre de gouvernements à la Conférence de New Delhi. M. Posnett espère que la décision 45 (VII) du Conseil du commerce et du développement^{6/} conduira à une rationalisation et à des améliorations de la structure de l'organisation.

40. Le PRESIDENT, parlant au nom des délégations qui n'ont pas pris la parole au Conseil, remercie M. Prebisch de son intéressante déclaration: ce qu'il a dit n'est nullement défavorable à la CNUCED et les débats se poursuivront à la Deuxième Commission. Le représentant du Venezuela a proposé que la déclaration de M. Prebisch soit distribuée en tant que document du Conseil. En vertu de la résolution 2292 (XII) de l'Assemblée générale, le Président doit informer le Conseil des incidences financières de la mise en œuvre de la proposition vénézuélienne.

41. M. KASSUM (Secrétaire du Conseil) informe le Conseil que la déclaration de M. Prebisch remplirait environ neuf pages et que les frais estimatifs de traduction et de reproduction seraient de 500 dollars environ.

Il est décidé que la déclaration de M. Prebisch sera distribuée en tant que document de travail^{7/}.

42. Le PRESIDENT propose au Conseil d'adopter la résolution suivante:

"Le Conseil économique et social,

"Ayant examiné le rapport annuel du Conseil du commerce et du développement^{8/},

"1. Transmet ce rapport à l'Assemblée générale;

"2. Appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les commentaires et les observations ayant trait à la question qui figurent dans l'additif au rapport du Conseil économique et social^{9/}."

Le projet de résolution est adopté.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités des organismes des Nations Unies en cas de catastrophe naturelle (*suite*) [E/4544 et Add.1, E/AC.24/L.353]

43. M. VARELA (Panama) déclare que sa délégation approuve les objectifs du projet de résolution présenté par l'Iran, la Suède et la Turquie (E/AC.24/L.353). Toutefois, il espère que les auteurs du projet envisageront de remanier le paragraphe 6, étant donné que des tirages effectués conformément aux dispositions de ce paragraphe auraient pour effet de dégarnir et même d'épuiser totalement les ressources du Fonds de roulement pour les secours d'urgence. Il vaudrait mieux, pour ce qui est de l'élaboration de plans et de dispositions administratives destinés à faire face aux catastrophes naturelles, que l'assistance soit fournie dans le cadre de l'élément Assistance technique du PNUD.

44. M. UY (Philippines) dit qu'aux Philippines, les catastrophes naturelles telles que les éruptions volcaniques, les tremblements de terre, les typhons et les inondations sont fréquentes et qu'en conséquence il faut consacrer à la reconstruction et à la réorganisation des zones dévastées d'importantes ressources qui étaient destinées au développement. Aussi la délégation philippine appuie-t-elle l'important projet de résolution, si opportun, dont le Conseil est saisi. Il est regrettable que les ressources dont on dispose pour une assistance immédiate aux pays que frappent des catastrophes naturelles soient aussi limitées; la délégation philippine aurait préféré que les plafonds fixés pour l'assistance aux différents pays et pour le Fonds de roulement lui-même soient plus élevés. Néanmoins, elle acceptera le projet de résolution, étant donné qu'en fait les ressources disponibles n'ont été épuisées pendant aucune des trois années qui ont suivi l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2034 (XX).

45. La délégation philippine appuie plusieurs des utiles suggestions faites par le représentant des Etats-Unis à la séance précédente, mais ne peut souscrire à l'opinion selon laquelle l'assistance dont il est question au paragraphe 6 du dispositif devrait relever de l'élément Assistance technique du PNUD. Si l'on détournait les ressources du PNUD d'autres projets d'assistance technique urgents, on ajouterait davantage encore aux difficultés des pays en voie de développement, qui doivent déjà, pour faire face aux conséquences des catastrophes naturelles, puiser dans les ressources qu'ils destinent à leur développe-

^{6/} Ibid., p. 99.

^{7/} Publié ultérieurement sous la cote E/L.1237.

^{8/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément No 14.

^{9/} Ibid., Supplément No 3A, chap. I.

ment. Si le Fonds de roulement n'a pas été entièrement utilisé à la fin d'une année quelconque, le Secrétaire général devrait être autorisé à en utiliser le solde conformément aux dispositions du paragraphe 6 du projet de résolution.

46. M. PAOLINI (France) est pleinement d'accord avec les opinions exprimées par la délégation des Etats-Unis lors de la séance précédente. L'aide aux pays frappés par des catastrophes naturelles doit être dictée par l'urgence des besoins; aussi faut-il que l'assistance des Nations Unies dans ce domaine soit à la fois souple et rapide. Le pays touché est celui qui peut le mieux coordonner les efforts d'assistance, et il ne faut pas oublier que l'aide bilatérale est souvent plus généreuse et mieux adaptée aux besoins particuliers que l'assistance internationale. L'Organisation des Nations Unies, qui ne doit intervenir que sur la demande du pays sinistré devrait encourager les initiatives venant de gouvernements, d'institutions privées et d'organisations internationales spécialisées dans l'assistance en cas de catastrophe naturelle, et elle ne devrait rien faire qui puisse décourager la création de telles organisations.

47. En ce qui concerne l'établissement de plans en prévision de catastrophes naturelles, M. Paolini rappelle que les responsabilités et les biens de l'Union internationale de secours, qui avait une vaste et précieuse expérience dans le domaine des catastrophes naturelles, ont été transférés à l'UNESCO en vertu de la résolution 1268 (XLII) du Conseil. Dans le projet de résolution dont le Conseil est saisi, il faudrait tenir compte de la compétence particulière de l'UNESCO et d'autres institutions spécialisées telles que l'OMM. En conséquence, il propose d'insérer au paragraphe 1, après les mots "Nations Unies", les mots "et des institutions spécialisées". L'assistance mentionnée au paragraphe 6, devrait être financée par le programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU plutôt que par le Fonds de roulement, dont les moyens sont limités et qui est destiné aux secours d'urgence. Par ailleurs, il faudrait reconnaître dans le projet de résolution, la valeur de l'assistance bilatérale ainsi que d'autres formes d'assistance. Aussi, M. Paolini propose de remplacer les mots "par l'intermédiaire des Nations Unies", au paragraphe 2, par les mots "soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies ou de tout autre organisme approprié". Au paragraphe 3, il faudrait remplacer les mots "les mêmes facilités que", par les mots "des facilités comparables à".

48. M. JHA (Inde) dit que le libellé du paragraphe 6, ne précise pas que l'assistance à l'élaboration de plans et de dispositions administratives pour faire face aux catastrophes naturelles ne sera fournie que si le Fonds de roulement reste suffisamment alimenté à la fin de l'année en question. Etant donné que les pays qui pourraient obtenir une aide en vertu du paragraphe 5 ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui pourraient demander assistance en vertu du paragraphe 6, les ressources limitées du Fonds pourraient s'épuiser assez rapidement.

49. M. FORSHELL (Suède), prenant la parole au nom des auteurs du projet, reconnaît avec le représentant de la France que c'est au pays victime d'une

catastrophe naturelle qu'il appartient de décider de quelle assistance il a besoin et de coordonner les efforts d'assistance. Le but recherché par les auteurs de ce projet est de mettre l'Organisation des Nations Unies mieux à même de répondre aux demandes d'assistance et il ne saurait être question de rivaliser avec les gouvernements ou les organisations privées. Les pays seraient entièrement libres de passer des accords bilatéraux en matière d'assistance pour élaborer des plans en prévision de catastrophes naturelles; d'ailleurs, la Suède fournit cette assistance au Pakistan et à un certain nombre d'autres pays.

50. L'intention des auteurs du projet, au paragraphe 6, était de permettre au Secrétaire général d'utiliser les fonds qui n'auraient pas été utilisés au cours d'une année donnée aux fins d'assistance en matière de planification. A ce sujet, il convient de remarquer que le montant total des dépenses pour les secours d'urgence s'est élevé à 139 000 dollars seulement au cours des trois années qui ont suivi l'adoption de la résolution 2034 (XX) de l'Assemblée générale.

51. Les auteurs du projet seront heureux de s'entretenir avec les délégations qui ont proposé des amendements afin d'essayer de parvenir à un texte de compromis.

52. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) exprime le désir de dissiper tout malentendu qu'aurait pu susciter la déclaration qu'il a faite au cours de la séance précédente. Bien qu'il ait exprimé l'avis que l'assistance mentionnée au paragraphe 6 devrait être financée au moyen de fonds disponibles dans le cadre des programmes d'assistance technique, il n'est pas opposé à l'autorisation dont il est question dans ce paragraphe, à titre de mesure intérimaire. Le financement, par l'élément Assistance technique du PNUD, de l'assistance en matière de planification ne grèverait guère les ressources dont disposent les pays en voie de développement pour d'autres projets étant donné que les prélèvements en question seraient minimes par rapport au total des ressources. De plus, cette assistance ne serait fournie que sur la demande des pays en voie de développement eux-mêmes. Les ressources disponibles au titre du programme ordinaire d'assistance technique des Nations Unies sont utilisées pour toutes sortes d'activités et elles pourraient être insuffisantes pour financer les mesures dont il est question au paragraphe 6, ainsi que l'a dit le représentant de la France. La défense contre les catastrophes naturelles est essentiellement l'affaire des gouvernements, et les observations que la délégation des Etats-Unis a faites à ce sujet, à la séance précédente, n'impliquent pas qu'elle veuille imposer un fardeau supplémentaire au budget de l'Organisation des Nations Unies.

53. M. UY (Philippines) demande comment l'on justifie la subvention à la Mongolie de 14 000 dollars pour l'achat de matières colorantes pour produits textiles, mentionnée au paragraphe 22 du rapport du Secrétaire général (E/4544), étant donné que les ressources du Fonds de roulement sont réservées aux secours d'urgence.

54. Mlle HENDERSON (Secrétariat) répond que, lorsqu'une demande d'assistance est reçue, le représen-

tant résident se trouvant dans le pays requérant est prié d'évaluer l'étendue et la nature de la catastrophe et d'inventorier les autres formes d'aide dont le pays dispose, afin de déterminer le type d'assistance à fournir par l'Organisation des Nations Unies. C'est ainsi que, si une usine qui produit d'importants biens de consommation est endommagée ou détruite

à la suite d'une catastrophe naturelle, le pays intéressé peut présenter une demande d'assistance pour la reconstruction de cette usine. L'Organisation a reçu d'autres demandes analogues.

La séance est levée à 18 h 40.